

AUGMENTEZ nos salaires

COMMISSION NATIONALE DE NEGOCIATION UDSG SALAIRES 2015
**R
I
E
N**

La direction de l'UDSG convoquait les organisations syndicales pour une première réunion de négociation sur les salaires ce 9 octobre 2014.

Après un long baratin introductif qui promettait encore aux salariés des sacrifices et des larmes, la direction ne propose : RIEN.... !!!

Comme elle en a pris la mauvaise habitude ces dernières années, nous pouvons traduire en formule algébrique :

$$\text{NAO 2013} = \text{NAO 2014} = \text{NAO 2015} = 0$$

*NAO : négociations annuelles obligatoires

Et pourtant les chiffres parlent d'eux-mêmes :

Sur un an entre août 2013 et août 2014

Salariés en Contrat à Durée Indéterminé	- 376 salariés
Masse salariale économisée par la direction	- 9,6 millions d'euros
Crédit Impôt Compétitivité Emploi pour le groupe (CICE)	18 millions pour 2013 30 millions pour 2014

Le CICE est un crédit d'impôts accordé par l'état au profit des entreprises, et financé par la fiscalité de l'ensemble des français (celui-ci représente 4 % de la masse salariale en 2013 et 6% en 2014)

Savez-vous que cette somme du CICE pourrait financer 523 emplois sur l'année à Groupama !! Savez-vous que c'est notre impôt qui paie celui-ci !

Sur cinq ans

L'inflation en cumulé entre 2010 et 2014 *	6,98 %
L'augmentation collective pour l'ensemble des salariés	4,42 %.
La perte de pouvoir d'achat des salariés Groupama UDSG	2,55 %

*pour 2014 estimation l'année n'étant pas terminée

Le constat est amer. Depuis 5 ans, les salariés ont perdu **2,55 %** de leur pouvoir d'achat ce qui représente en moyenne entre 656 euros et 1819 euros comme on peut le constater sur le tableau ci-dessous.

Classe	Rémunération moyenne	Notre perte moyenne de salaire	Classe	Rémunération moyenne	Notre perte moyenne de salaire
1	25 744	656 €	5	42 582 €	1085 €
2	25 470	649 €	6	56 225 €	1433 €
3	28 059	715 €	7	71 362 €	1819 €
4	33 632	857 €			

Nous sommes donc moins payés d'une année sur l'autre en euro constant, du fait de l'érosion monétaire créée par l'inflation. Il faut aussi rajouter à ce manque à gagner :

- l'incorporation dans le brut fiscal de la partie patronale des complémentaires santé, ce qui a augmenté notre imposition,
- l'augmentation de la TVA qui est passée de 19,6 % à 20 % pour le taux normal et de 7 % à 10 % pour le taux intermédiaire au 1er janvier 2014,
- + 0,15 % de cotisation retraite sur la totalité du salaire et + 0,05 % sur le salaire plafonné depuis 1^{er} janvier 2014.

Pendant ce temps M. Martel, Directeur Général du groupe, voyait sa rémunération entre 2012-2013 augmenter de + 1,4 % (voir le

document de référence 2013 page 59) alors que l'augmentation générale pour les salariés n'était que de 0,51 % sur la même période.

Nous voyons que ce sont toujours les mêmes qui font des sacrifices, aussi bien au niveau de leur rémunération que sur les emplois supprimés par centaines en :

- plans de départs volontaires (Groupama SA, Groupama Supports et services Groupama banque, Gan assurances, Gan prévoyance) ;
- non remplacement d'un certain nombre de salariés qui quittent les entreprises du groupe (retraite, démission, licenciement....) comme indiqué par la direction lors du dernier comité de groupe.

L'AUSTERITE

Aujourd'hui, l'austérité est le maître mot de l'ensemble des patrons et du gouvernement, y compris dans la régression sociale qu'ils voudraient appliquer. Pas un jour sans que soient relayées les doléances des patrons tels la suppression des 35 heures, un sous SMIC, la suppression de deux

jours fériés, la diminution encore une fois des prestations familiales, y compris lors de l'arrivée d'un deuxième enfant....

Le MEDEF déborde d'imagination sur ces sujets, inspiré par un gouvernement plus à l'écoute de ces demandes qu'à celles des salariés.

A Groupama, comme dans les autres entreprises, seule la revalorisation des salaires permettra de relancer l'économie. Même le FMI finit par admettre que l'austérité est un cercle vicieux : baissant le pouvoir d'achat, elle déprime la demande, diminue l'activité économique, crée récession et déflation, réduit les rentrées fiscales et sociales, aggrave le déficit de l'état, et augmente le chômage. Un choix "imbécile" dont l'inefficacité est patente depuis plusieurs années !

Certains esprits chagrins pourraient dire qu'il n'y a plus d'argent et que cela n'est pas possible. Non ! La France est le cinquième pays le plus riche du monde parmi 365 ! Notre PIB (Produit Intérieur Brut) est de 2000 milliards d'euros. Ce qui a changé, c'est le partage des richesses créées chaque année. En 20 ans, 8 points de PIB

(160 milliards chaque année !) sont passés des salaires aux profits.

Ceci explique pourquoi la France détient le record du nombre de millionnaires en Europe, et pourquoi les revenus des 0,01 % des plus riches ont augmenté de 30% depuis le début de la « crise » de 2008.

Augmenter les salaires nationalement, c'est permettre aussi que les assurés ne fassent pas l'impasse sur certaines garanties. C'est éviter qu'ils ne s'assurent plus, y compris pour les risques obligatoires (avec les conséquences de responsabilité civile que cela peut avoir).

La CGT revendique une revalorisation générale des salaires Groupama pour toutes les classes de + 2,55 % avec un minimum de 50 euros mensuel (650 euros annuel)

MARRE DES SACRIFICES !!

REVOLTEZ-VOUS !!

**Tout augmente
sauf les salaires !
Ça suffit !**